

Malgré la grogne, le concours suscite l'intérêt

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3848 - Dimanche 17 avril 2016 - Prix : 10 DA

La route qui tue

4 morts et 3 blessés au nord de Ghardaïa

Page 24



Le congrès extraordinaire sera «déterminant» dans le parcours du parti Ouyahia remet les pendules du RND à l'heure

Page 3

La brèche ouverte par Valls inexploitée car inexploitable

Par Mohamed Habili

On l'aura sans doute remarqué, mis à part Abdallah Djaballah et Louisa Hanoune, qui ont réagi chacun à leur manière à la provocation du Premier ministre français, le premier pour y voir la fin indéniable de Bouteflika, la seconde pour la dénoncer avec véhémence, la classe politique en général s'est réfugiée dans le silence depuis, preuve qu'elle en est grandement embarrassée. Bien entendu, ce ne peut être pour les mêmes raisons pour les partis de la majorité présidentielle et pour ceux qui depuis des mois appellent à la destitution de Bouteflika en vertu du fameux article 88, pour ne parler que des deux camps se situant aux antipodes l'un de l'autre. Il n'empêche, il ne s'est trouvé personne pour vouloir exploiter la provocation du Premier ministre français. Comment s'expliquer la chose ? Est-ce par le fait que personne n'a envie de donner de lui l'image de quelqu'un qui se hâte de s'engouffrer dans l'espèce de brèche ouverte au mépris de toutes les règles de bienséance par Manuel Valls ? Notons au passage qu'il faut considérer l'état de santé du président algérien comme une question franco-française pour agir comme il l'a fait. On n' imagine pas en effet le même personnage en prendre à son aise comme il l'a fait dans le palais présidentiel algérien.

Suite en page 3

Le gouvernement ne cède pas à la pression des protestataires

Sellal : «Non à la politisation du mouvement des contractuels»



Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est prononcé hier depuis Constantine, contre la demande d'intégration des enseignants contractuels sans concours tout en rejetant «la politisation» de cette question.

Page 2

«Les rendez-vous économiques du FCE» à Béjaïa

Une convention sur la formation, l'employabilité et la recherche

Page 4

Célébration du Printemps berbère à Tizi-Ouzou

Des activités riches au menu

Page 13

Plus de 971 000 inscrits
Malgré la grogne,
le concours
suscite l'intérêt

LE NOMBRE de candidats inscrits au concours national de recrutement des enseignants a, en effet, dépassé les 971 000, a indiqué le site électronique de l'Office national des examens et concours (Onec), a-t-on appris vendredi dernier, auprès du ministère de l'Education nationale. En dépit, donc, du mouvement de contestation des contractuels qui continue toujours à sévir, le chef de cabinet du ministère de l'Education, Abdelwahab Guellil, qui, contacté par l'APS, n'a pas manqué de rappeler que, d'après l'affirmation du site électronique de l'Onec, non seulement, le nombre de candidats inscrits au concours de l'Education nationale prévu le 30 avril prochain a dépassé les 971 000, mais aussi plus de 11 000 enseignants contractuels répartis sur 21 wilayas se sont inscrits au concours, a ajouté le responsable. Ce dernier précise, en indiquant que le chiffre est appelé à augmenter après le décompte des candidats des autres wilayas. Dans le même cadre, M. Guellil a indiqué que pour les enseignants contractuels, l'opération de dépôt des attestations de travail se poursuivra jusqu'au 29 avril. Cet état de fait, montre donc, la volonté d'une certaine catégorie d'enseignants contractuels à vouloir répondre positivement au dialogue tendu par la main de la tutelle afin de trouver un consensus mutuel et ce, malgré la non-satisfaction d'une intégration directe de ces derniers. D'autre part, ce constat n'est pas le cas de tous, car les contractuels les plus intransigeants poursuivent, toujours, leur mouvement de protestation à Boudouaou (Boumerdès). A ce propos justement et à l'issue d'une réunion tenue vendredi dernier, ces protestataires ont décidé dans ce sens, de déléguer trois syndicats, à savoir le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), pour les représenter auprès des autorités concernées, a affirmé le chargé de l'information du Cnaête, Messaoud Boudiba. Cette initiative s'inscrit toujours dans le maintien de la principale revendication de ce mouvement, qui, rappelle-t-on, est l'intégration sans concours de ces derniers.

Yacine Djadel

Le gouvernement ne cède pas à la pression des protestataires

Sellal : «Non à la politisation du mouvement des contractuels»

■ *Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, s'est prononcé hier depuis Constantine, contre la demande d'intégration des enseignants contractuels sans concours tout en rejetant «la politisation» de cette question.*

Envoyée spéciale à Constantine, Nacera Chennafi

Le gouvernement semble décidé à ne pas céder à la pression des enseignants contractuels qui tiennent un sit-in depuis quelques jours au niveau de la localité de Boudouaou à Boumerdès après avoir fait une marche en provenance de la wilaya de Béjaïa. Et après, les ministres de l'Education, du Travail et de l'Intérieur, c'est au tour du Premier ministre de dire non à la demande d'intégration des enseignants contractuels sans concours. Dans une déclaration en marge de sa visite de travail effectuée hier dans la wilaya de Constantine, Sellal s'est adressé aux enseignants contractuels en les invitant à comprendre qu'on «est dans un Etat de droit et ce n'est pas avec la force que les choses aboutissent». Toutefois, il a tenté de tenir un discours d'apaisement en indiquant qu'après leur protestation, il y a eu une volonté de l'Etat d'offrir aux enseignants contractuels un «privilège» pour qu'ils soient «admis» par rapport aux autres candidats inscrits au concours de l'Education nationale mais que certains viennent «politiser» la question «on dit non», a-t-il martelé. Dans ce cadre, Sellal s'est interrogé «comment faire passer en priorité



PH/D. R.

une minorité face à plus de 800 000 candidats inscrits au concours de l'Education nationale ?» Sellal ambitionne qu'une majorité de ces enseignants vont réussir au prochain concours, une manière pour le Premier ministre de les inviter à rentrer chez eux et passer le concours de l'Education en bénéficiant du privilège de la prise en compte de leur expérience. Et en cas d'échec, il assure qu'au concours du 30 avril prochain, ils «auront la possibilité de renouveler leur contrat». Le Premier ministre a assuré aussi que l'année prochaine il y aura également «l'ouverture de nouveaux postes inchallah». Il est à noter que le mouvement des ensei-

gnants contractuels s'attache à leur revendication portant intégration sans aucune condition et sans passer par le concours. Il ne reste que quelques jours pour l'organisation du concours de l'Education nationale, les enseignants contractuels maintiennent toujours leur sit-in à Boudouaou, sachant que depuis jeudi dernier, ils sont encerclés par la police. Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Nourreddine Bedoui avait demandé aux enseignants contractuels, suite aux résultats des négociations avec le ministère de l'Education, de rejoindre leurs postes de travail et leurs régions. Le ministre a également dénoncé les parties qui ont tenté de récupérer le mouvement des

protestataires. S'exprimant devant les membres du Conseil de la nation, M. Bedoui a estimé que les résultats obtenus après les négociations sont «satisfaisants». «Nous avons, à notre niveau, donné le temps nécessaire pour arriver à des résultats et nous considérons que ces résultats sont positifs pour cette catégorie d'enseignants», a déclaré le ministre. Interrogé hier à Constantine sur un probable recours à la force, si le mouvement persiste, le ministre s'est abstenu de répondre.

Par ailleurs, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a reconnu la gravité de la crise financière en répondant à une demande des habitants de la localité de Ain Abid (Constantine) où un dédoublement de la route RN20 a été inauguré, portant réalisation d'un hôpital. Le Premier ministre a estimé que comme première solution, il y aura l'octroi des ambulances et devant l'insistance du représentant de cette localité, il a souligné que le gouvernement va voir s'il est possible d'enlever un budget d'autre projet. Bien avant, Sellal s'est rendu dans une usine de biscuit et de chocolat où il a montré une satisfaction par rapport à l'investissement du privé. Dans ce cadre, il a indiqué que 24 000 projets d'investissement privés ont été réalisés depuis 2014 à aujourd'hui en ouvrant 300 000 postes d'emploi. Selon le Premier ministre, les 24 000 projets d'investissement privé représentent 70% des projets réalisés de 2000 à aujourd'hui. Sellal a annoncé l'organisation en novembre prochain d'une rencontre internationale à Alger qui verra la participation de 2 000 hommes d'affaires représentant 50 pays africains. Cet événement sera co-organisé avec le FCE. Dans ce cadre, il a soutenu que la politique de l'Etat consiste à sortir de la dépendance aux hydrocarbures à travers l'encouragement de l'exportation au marché externe qui ne peut se faire sans «développement et recherche», a-t-il ajouté. **N. C.**

Rapport américain sur la corruption et les droits de l'Homme en Algérie

Lamamra : «Il y a des lignes rouges à ne pas dépasser»

«**IL Y A DES LIGNES** rouges à ne pas dépasser», c'est la réponse du ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, aux accusations contenues dans le rapport du département d'Etat américain sur la corruption et les droits de l'Homme en Algérie. Dans une brève déclaration hier à la presse en marge de la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à Constantine, M. Lamamra a réagi au rapport américain sur la corruption et les droits de l'Homme en Algérie qui a comporté plusieurs accusations, notamment sur l'application de la lutte contre la corruption en affirmant : «Nous exerçons notre souveraineté. Nous sommes un pays libre et indépendant. Que l'on soit d'accord ou non avec nous sur nos positions vis-à-vis de la Palestine par exemple, ça reste leur problème».

Nacera C.

En visite de travail à Constantine

Sellal appelle à «gagner la bataille» de l'agriculture

L'importance de l'agriculture comme vecteur de développement et de relance de l'économie nationale se précise de plus en plus. Le gouvernement algérien poursuit son soutien au secteur et appelle les agriculteurs algériens à contribuer au processus d'édification de l'Algérie et de préservation de ses richesses. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a appelé hier à Constantine, les agriculteurs à redoubler d'efforts pour gagner la bataille de l'agriculture, eu égard aux importants potentiels dont dispose le pays.

«Il faut gagner la bataille de l'agriculture, et l'Algérie a le potentiel (terres cultivables et eau) pour réaliser ce but», a indiqué Sellal lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

Il a exhorté, à cet égard, les agriculteurs à redoubler d'efforts pour réduire la dépendance alimentaire et diminuer la facture de l'importation.

Pour atteindre cet objectif, il a souligné l'importance d'utiliser les dernières technologies dans le développement agricole, appe-

lant l'université à contribuer davantage dans ce sens. Après avoir appelé les investisseurs du secteur agricole à lier des partenariats avec leurs homologues étrangers, M. Sellal a insisté sur la conjugaison des efforts pour développer et intensifier la production des olives, des dattes et du lait, afin de répondre aux besoins des Algériens. Par ailleurs, le Premier ministre, a appelé à la création d'un pôle de céréaliculture et d'élevage dans la région de Constantine. Au cours d'un passage à l'exploitation agricole Sahraoui Nourreddine, Sellal a soutenu qu'un pôle de céréaliculture et d'élevage peut être concrétisé entre Constantine-Souk Ahras et Oued Zenati (Guelma), affirmant que tous les moyens sont mobilisés pour le développement de l'agriculture et la diversification du produit agricole.

Le Premier ministre a rappelé que l'Algérie s'est fixée l'an 2019 pour gagner la pari et remporter la bataille de l'agriculture, appelant les concernés du domaine «à oser» les techniques agricoles modernes et innovantes.

Il a, dans ce contexte, indiqué que l'université est mobilisée pour «accompagner cet objectif» à travers la recherche-développement.

Au cours d'une exposé donné sur la production laitière dans cette exploitation agricole, le Premier ministre a estimé que le rendement laitier (une moyenne de 30 litres de lait/jour) était faible comparé à d'autres pays, incitant les investisseurs dans le domaine d'élevage à sceller des partenariats avec des étrangers, selon la règle 51/49% dans l'objectif de développer les techniques de l'élevage et d'optimiser la production laitière. S'étendant sur 200 hectares, situés dans la localité de Bordj M'hiris, dans la commune d'Aïn Abid, l'exploitation Sahraoui Nourreddine réserve 160 ha à la céréaliculture dont 67 ha pour le blé dur et 42 ha pour l'orge.

L'exploitation, versée également dans les élevages bovin et équin, consacre 30 ha à l'arboriculture.

L.A.R./APS

Le congrès extraordinaire sera «déterminant» dans le parcours du parti

Ouyahia remet les pendules du RND à l'heure

■ «Aucune minorité ni aucun groupuscule ne pourra plus prétendre s'imposer par quelque moyen que ce soit, et encore moins à travers la dérive de prétendus "redressements"», a-t-il averti.

Ph/E. Soraya/J. A.



Par Meriem Benchaouia

Le secrétaire général par intérim, Ahmed Ouyahia, a indiqué que le congrès extraordinaire du Rassemblement national démocratique (RND), prévu du 5 au 7 mai prochain, sera «déterminant» dans le parcours du parti.

Ce congrès «sera déterminant dans le parcours de notre jeune parti, non pas parce qu'il aura à élire un secrétaire général, mais du fait qu'il aura à mettre un

terme à une dérive apparue il y a près de quatre années, à travers diverses violations des textes fondamentaux du Rassemblement», a-t-il dit dans un message aux participants aux pré-congrès régionaux du RND. Pour M. Ouyahia, le RND «est un parti démocratique dans sa dénomination et dans ses pratiques et le débat contradictoire devra continuer d'y exister à tous les niveaux de ses structures, et les divergences devront se résoudre même par vote».

Cependant, a-t-il averti, «aucune minorité, ni aucun groupuscule, ne pourra plus prétendre s'imposer par quelque moyen que ce soit, et encore moins à travers la dérive de prétendus "redressements"». Concernant la participation au congrès extraordinaire, le SG par intérim du RND a fait savoir qu'il réunira près de 1 600 congressistes, dont 500 femmes.

M. Ouyahia a annoncé, à cette occasion, que le secrétaire général du parti sera élu pour la

première fois par la voie des urnes à bulletins secrets, en présence de 4 huissiers de justice et de 16 de leurs assistants. Les projets de résolutions qui seront débattus par le congrès «ont fait l'objet d'une préparation démocratique, reflétant l'opinion de la base militante dont plus de 93000 membres se sont exprimés autour d'un questionnaire portant sur des sujets organiques et des questions nationales», a-t-il dit.

M.B.

Message aux revanchards français : «L'Algérie de papa, c'est fini»

Ahmed Ouyahia a également réagi hier sur la campagne de presse hostile menée par des médias français et la publication par Manuel Valls sur Twitter de la photo du Président Abdelaziz Bouteflika, très affaibli. L'exploitation de la photo du Président Bouteflika est «un complot», a-t-il déclaré. Selon lui, l'attaque contre l'institution présidentielle, à travers l'exploitation «éhontée» d'une image du Président Abdelaziz Bouteflika «est une manœuvre coordonnée par certains entre Paris et Alger». En ce qui est des manipulations médiatiques françaises, Ouyahia a dénoncé un «groupe de Français haineux qui, jusqu'à l'an 2300, ne digèrera pas que l'Algérie soit indépendante». «Ils ne veulent pas admettre que l'Algérie de papa, c'est fini», a-t-il affirmé. Dans un message aux participants aux pré-congrès régionaux du parti, M. Ouyahia a rappelé avoir dénoncé, lors d'une pré-

cedente intervention, «une certaine opposition qui agit en relais de l'adversité extérieure revancharde et nous venons d'avoir une nouvelle preuve avec cette histoire de photo du Président Bouteflika». M. Ouyahia a fait remarquer qu'en France, qui «veut bâtir un partenariat d'exception avec l'Algérie, subsistent toujours des revanchards qui ne veulent pas admettre que l'Algérie de papa est finie, que l'Algérie est bien indépendante au prix de 1 million et demi de martyrs». «Ces colonialistes revanchards acceptent encore moins que l'Algérie défende ses intérêts régionaux, ou qu'elle dénonce les atteintes à ses propres institutions à leur tête le président de la République, ou mieux encore défendre ses intérêts économiques». La réaction de ces revanchards, a-t-il poursuivi, «a été une exploitation éhontée d'une image du Président Bouteflika, comme s'ils

n'étaient pas arrivés à de hautes personnalités françaises en parfaite santé de s'endormir même durant des activités des plus officielles». Le SG par intérim du RND a indiqué que «les revanchards ont cru avec leur photo créer un événement et ont compté sur une certaine opposition politique et médiatique algérienne pour les relayer ici (Algérie) et remuer l'opinion publique algérienne». Le RND «condamne fermement ce comportement abject des revanchards français et de certains médias français qui les ont relayés et condamne avec la même sévérité leurs relais dans notre pays qui utilisent quatre journaux», a affirmé M. Ouyahia. «En fait, les revanchards français confirment qu'ils ne comprennent jamais rien à l'Algérie. Quant à leurs relais locaux, ils confirment eux aussi qu'ils sont coupés de leur propre peuple, enfermés dans leurs salons ou dans quelques

sites sur la toile», a-t-il déclaré. «Le lobby de l'argent veut gouverner en Algérie. Il y a certains qui veulent monopoliser les médias et si leurs dossiers sont ouverts ils seront noyés dans la mer», a-t-il ajouté. M. Ouyahia a fait remarquer, en outre, que la maladie du Président Bouteflika «a certes réduit son énergie, mais elle a accru l'affection du peuple pour lui», ajoutant que «ceux qui ne l'ont pas compris aillent s'en rendre compte dans l'Algérie profonde et même dans les quartiers des grandes villes». «Notre peuple fait confiance à son président qui dirige les affaires du pays avec expérience, foi et patriotisme», a affirmé M. Ouyahia, rappelant que c'est le peuple algérien qui a réélu le Président Bouteflika le 17 avril 2014 et que le président «est bien là pour accomplir son mandat comme il l'a proclamé lui-même il n'y a pas si longtemps».

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

La brèche ouverte par Valls inexploitable

suite de la page Une

Ce n'est que là qu'il a cru pouvoir violer l'intimité d'un homme qui l'avait invité dans sa maison, en volant de lui une image le montrant dans un état de grand désarroi physique. Quelqu'un a comparé la scène des deux hommes assis de part et d'autre d'une petite table à celle du coup de l'éventail, mais dans une sorte de renversement des rôles, le représentant français ne recevant pas le coup mais au contraire le donnant au niveau symbolique. Il y avait en effet dans toute la personne de Manuel Valls quelque chose de jouissif, de suffisant et d'obscène : un homme en pleine santé plastronnant aux côtés d'un homme usé et qui cherche désespérément à le cacher. Rebondir sur cette image, ou sur cette scène, vouloir l'exploiter politiquement, serait en fait un comportement suicidaire en Algérie. Ce serait se mettre à dos l'opinion nationale, qui n'a sûrement pas apprécié la liberté prise par le Premier ministre français. Les Algériens n'ont pas pour culture de se moquer d'une personne, quelle qu'elle soit, qui n'est pas au mieux de sa forme physique. La maladie n'est pas pour eux une tare qui exclut, quelque chose dont il faut avoir honte. Ils n'ont de plus aucune sympathie pour les gens qu'ils reçoivent chez eux mais qui à peine dehors se mettent à trahir leur confiance. Ils méprisent ce genre de comportement. La classe politique algérienne sait cela d'instinct. Si le but de Manuel Valls était de la remettre en mouvement, de la dresser contre l'«homme malade», ce but est raté, parce que personne n'est assez suicidaire pour avoir l'air d'agir sur un signe de lui, en intelligence avec lui. Ainsi d'ailleurs qu'on peut s'en rendre compte : aucune des personnalités les plus demandeuses d'une présidentielle anticipée n'a encore soufflé mot, quand bien même elles se féliciteraient toutes en privé de son coup immoral. C'est qu'aucun n'a envie de paraître avoir rien à faire avec lui. Ali Benflis, par exemple, n'a guère apprécié ce que le président français avait dit sur l'état de santé en quelque sorte passable de Bouteflika après la visite qu'il lui avait rendue. Il ne lui viendrait pas à l'idée aujourd'hui de se saisir de l'occasion offerte, de la brèche ouverte par Valls, pour revenir à la charge. Car il sait que les Algériens cela retiendraient contre lui.

M. H.

«Les rendez-vous économiques du FCE» à Béjaïa

Une convention sur la formation, l'employabilité et la recherche

■ Organisée jeudi au niveau de l'auditorium du campus Aboudaou de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa, la première édition des «Rendez-vous économiques du FCE», qui a regroupé les chefs d'entreprise et les responsables de l'université, a été marquée par la signature d'une convention de partenariat.

Par Hocine Cherfa

Les deux parties étaient représentées du côté du FCE par Djamel Azzoug, délégué du FCE pour

Parti des travailleurs (PT) Election des 25 membres du bureau politique dont 10 femmes

LA RESPONSABLE qui s'exprimait à l'issue de la première session du comité central de son parti, après le congrès extraordinaire tenu récemment, a lancé un appel pressant aux Algériens à «se mobiliser pour défendre le pays et à faire face aux détracteurs de l'Algérie». Les affaires internes du pays sont une «ligne rouge» du ressort exclusif des Algériens, a martelé M^{me} Hanoune, expliquant que «de telles provocations sont une réaction aux positions de principe algériennes à l'égard des crises qui secouent la région, notamment son refus d'entraîner l'Armée nationale populaire dans des guerres dans les pays voisins et de s'ingérer dans les affaires internes de ces pays». «Le refus de l'Algérie de céder devant les intérêts de ces mêmes parties est également à l'origine de cette campagne qui cible le pays», a-t-elle encore soutenu. Elle a fait savoir que le comité central du parti avait, au terme de ses travaux, formulé une série de revendications, à l'adresse du gouvernement, pour rétablir la confiance du peuple en ses institutions y compris par l'ouverture des dossiers de corruption et de détournement de deniers publics. Le comité central du PT a préconisé la réforme du code électoral de manière à consacrer, à indiqué la SG du parti, «la souveraineté nationale», soulignant que sa formation aspirait à un renouveau démocratique et à un changement véritable dans le sens d'une deuxième République pour parachever les acquis de la révolution de libération. Dans un autre contexte, M^{me} Hanoune a rappelé que son parti militait pour une loi de finances complémentaire 2016 qui redresse le texte de loi initiale, mettant en garde contre le recours à l'endettement tant interne qu'externe, proposant d'œuvrer en faveur du recouvrement fiscal. Le comité central a procédé à l'élection des 25 membres du bureau politique du parti (dont 10 femmes) et adopté son budget pour l'exercice en cours. D. L.

Béjaïa, et le P^r Boualem Saïdani, recteur de l'université A. Mira de Béjaïa. La convention est axée sur la formation et l'employabilité, l'innovation et la recherche, la formation continue et enfin l'organisation de conférences. Autrement dit, la convention prévoit que l'université fasse bénéficier le FCE des résultats des recherches des différents laboratoires, de mettre les espaces de l'université à sa disposition pour ses différentes rencontres et de lui donner la possibilité de recruter les meilleurs étudiants. Pour sa part, le FCE aura à accompagner l'université dans ses différents plans d'action de formation et à prendre en charge des étudiants pour des stages de formation et de professionnalisation. Cette première rencontre est consacrée à l'adéquation des formations avec les besoins spécifiques des entreprises ainsi que les ressources humaines, vecteur de développement économique et de compétitivité des organisations. Pour le délégué du FCE, Djamel Azzoug, ces rendez-vous visent à «concrétiser les objectifs assignés au FCE pour le bureau de la wilaya, à savoir la mise en place d'une stratégie de déploiement de l'organisation patronale à travers le territoire national pour être au plus près des entreprises et de leurs préoccupations». Il s'agit également pour les différentes parties, à savoir les chefs d'entreprise, la communauté universitaire, les institutions de l'Etat et les élus, de «construire une vision de développement sur le



TSA-Tout sur l'Algérie. Photo: H.G.

plan local». «Nous voulons jeter un pont entre le FCE qui représente le monde des entreprises, du travail et de la production de richesses, et l'université qui représente celui de la formation, des idées, de la recherche et de la matière grise». A noter qu'à l'occasion, le recteur a présenté son université depuis sa création, son développement, les offres de formation, le système LMD mis en œuvre en 2003, sa généralisation, les conventions signées avec ses partenaires, ceci dans «l'optique de la profes-

sionnalisation et d'adaptabilité des enseignements par rapport aux besoins des entreprises et des organisations, la présentation des laboratoires de recherche dans le but de susciter un partenariat avec ces entités, pour leurs besoins en ressources humaines». «Ces rendez-vous économiques, parrainés par M. le wali de Béjaïa, se veulent être un espace d'information, de dialogue, de concertation et de proposition, entre les acteurs du développement que sont les chefs d'entreprise, la commu-

nauté universitaire, les institutionnels et les élus», soulignent les organisateurs qui précisent que cette fois-ci «l'importance a été donnée à la problématique de la formation des ressources humaines en adéquation avec les besoins spécifiques des organisations sous l'intitulé : les ressources humaines, vecteur de développement économique et de compétitivité des organisations».

H. C.

Tizi Ouzou

Inauguration d'une école des personnels navigants commerciaux (PNC)

La première école de formation des personnels navigants commerciaux (PNC), formation destinée au métier d'hôtesse et steward de bord, a été lancée hier à Tizi Ouzou par l'institut de formation professionnelle privé Informédia. La cérémonie inaugurale a eu lieu au parc Thamghra de la nouvelle ville de Tizi Ouzou, en présence du staff de l'école, des représentants des secteurs des transports et du tourisme ainsi que des élus locaux. Placée sous l'égide du département aéronautique de l'Informédia basé à Alger, cette école de formation aura une capacité d'accueil d'une centaine de stagiaires par année. L'objectif de

cette école est de combler le déficit de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine en prévision de l'ouverture du ciel algérien devant d'autres compagnies étrangères en plus de celles activant actuellement, d'autant plus un important effectif des PNC s'apprête à prendre leur retraite. Dans son allocution, le premier responsable d'Informédia a soutenu que le staff qui coiffera la formation des stagiaires est issu du domaine de l'aviation civile. Il a souligné également que son école dispose de toutes les conditions et commodités pour une formation aux normes internationales (formateurs de haut niveau, simulateurs cabine

avion, résidence d'internat, places pédagogiques, formation bilingue, anglais aéronautique, normes OACI...). De son côté, le directeur local des transports, Samir Nait Youcef, a salué les initiateurs de ce projet et qualifié une telle inauguration d'un autre atout pour la wilaya de Tizi Ouzou tout en s'engageant à les accompagner dans cet effort de formation des PNC. Il est à noter, enfin, que cette école de formation, agréée par la Direction de l'aviation civile et de la météorologie (DACM) du ministère des Transports, compte ouvrir d'autres antennes dans les wilayas d'Alger, Oran, Constantine, Ouargla, Tamanrasset. Hamid M.

Le président du parti Ahd 54

«Les industries de transformation pour renforcer la sécurité alimentaire»

Le président du parti Ahd 54, Ali Fawzi Rebaïne, a mis en exergue, samedi à Grarem Gouga (Mila), l'importance de l'adoption d'une politique d'encouragement des industries de transformation devant renforcer la sécurité alimentaire et mettre à l'abri le pays des crises liées aux fluctuations des cours du pétrole. Animant un meeting des militants

de son parti au centre culturel de cette commune, le président de Ahd 54 a estimé que cette orientation exige «une volonté politique» visant le développement de l'économie nationale et la «libération de l'économie rentière». M. Rebaïne a souligné, à cet effet, la nécessité de mettre en place des dispositifs de soutien et de financement des agri-

culteurs et investisseurs en agriculture. Le président de Ahd 54 a indiqué également que l'Algérie «était plus grande que les partis et les personnes» et a besoin, pour résoudre ses problèmes politiques, «d'un gouvernement de cohésion nationale qui rassemble tous les acteurs autour d'une feuille de route pour 2017 détaillant les grandes lignes éco-

nomiques et sociales nécessaires pour l'engagement d'un nouveau départ sur des bases nouvelles». M. Rebaïne a estimé que la Constitution devait être intégralement mise en œuvre y compris dans le traitement, par la justice, des affaires de corruption lesquelles, selon lui, «préoccupent actuellement l'opinion publique».

May T.

Forum d'affaires algéro-émirati

Les opportunités d'investissement au menu

■ Le premier forum d'affaires algéro-émirati se tiendra aujourd'hui à Abu Dhabi, pour examiner les opportunités d'investissement et de partenariat entre les deux pays.

Par Samy O.

Cette rencontre, qui traduit les recommandations de la 13^e session de la Haute commission mixte tenue en novembre 2015 à Dubaï, sera coprésidée par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalam Bouchouareb, et le ministre émirati de l'Economie, Sultan Bin Saeed Al Mansouri. M. Bouchouareb sera accompagné d'une forte délégation de dirigeants d'entreprises publiques et privées, de cadres de son département ministériel ainsi que des représentants d'organismes économiques dont la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi). Lors de la 13^e session de la Haute commission mixte de novembre dernier, les deux pays avaient affiché leur ferme volonté de renforcer leur coopération bilatérale, notamment en matière d'investissement et de partenariat économique, d'où leur décision de tenir cette première réunion du Forum d'affaires bilatéral. Les deux parties avaient également convenu d'élaborer un plan d'action de coopération intersectorielle portant essentiellement sur le secteur du commerce. Mais l'Algérie aspire, en particulier, à une relation économique basée sur l'investissement productif, en attirant plus d'investissements émiratis dans le cadre de la politique du gouvernement de diversification économique. Les relations économiques entre l'Algérie et les EAU restent dominées par l'aspect commercial et des opérations économiques ponctuelles, c'est-à-dire la réalisation de projets sur une durée limitée



Ph. > D. R.

comme pour l'immobilier ou les contrats de gestion, tandis que les investissements directs émiratis restent encore en deçà des potentialités de l'Algérie. Actuellement, quelques compagnies émiratis exercent en Algérie, à l'instar de Dubai Ports World (DP World) dans le domaine portuaire, de Mubadala dans le domaine pétrolier, d'Aabar investments (fonds d'investissement d'Abu Dhabi) dans l'investissement et du Holding Al Qudra dans l'immobilier à côté du conglomérat Emaar. Signés en 2008 avec les deux entreprises portuaires d'Alger et de Djendjen (Jijel), les accords de DP World, sous forme de contrats de concession d'une durée de 30 ans, portent sur la gestion et la modernisation de ces deux infrastructures portuaires algériennes. Cette expérience sera élargie à l'investissement: Les deux parties veulent créer une société mixte algéro-émiratienne pour mettre en place, sur les enceintes portuaires, de nouveaux mécanismes pour soutenir logistiquement les exportations hors hydrocarbures. Dans le même créneau, Alger et Abu Dhabi envisagent l'ouverture d'une ligne maritime pour le transport de marchandises avec un transit par le bassin méditerranéen et l'élargissement du transport aérien au

transport de fret pour booster les échanges commerciaux entre les deux pays. Dans le domaine hydraulique, les Emiratis activent en partenariat avec la partie algérienne dans un groupement d'entreprises des deux pays pour la réalisation de stations de déminéralisation d'eau dans le Grand Sud algérien où un programme de réalisation de 15 stations d'un montant de 18 milliards DA est en cours de réalisation.

Le secteur mécanique en longueur d'avance

Dans l'agroalimentaire, les deux parties avaient signé en 2013 un protocole d'accord portant sur la création d'une société mixte dans la filière des viandes rouges, mais ce projet n'a pas encore vu le jour. Dans le domaine de la santé, la première pierre pour la construction d'une usine algéro-émiratienne de fabrication de sérum (85 millions d'unités/an) avait été posée en 2012 à Oued Semar (Alger) pour entrer en activité avant fin 2014, mais ce projet n'a également pas abouti. En revanche, la coopération entre les deux pays dans le secteur de l'industrie est celle qui a pris un envol particulier depuis ces trois dernières années et, plus spécifiquement, dans le secteur de la mécanique. En

effet, les deux pays ont signé, en 2011, aux côtés des Allemands, des protocoles d'accord pour le développement de cette filière, qui se sont traduits par la création, en juillet 2012, de trois sociétés à capitaux mixtes. Il s'agit de la Société algérienne de production de poids lourds de marque Mercedes-Benz/SPA à Rouiba, de celle de fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz/SPA à Tiaret et de celle de fabrication de moteurs de marque allemande (Mercedes-Benz, Deutz et MTU/SPA) à Oued Hamimine (Constantine).

Dans ces projets, la partie algérienne, qui y détient 51% du capital, est composée du ministère de la Défense nationale, du groupe SNVI et d'autres entreprises publiques, tandis que les Emiratis sont représentés par le Fonds d'investissement Aabar, les Allemands étant associés en tant que partenaires technologiques. Entrée en production en 2014, l'usine de Rouiba produit actuellement deux types de camions militaires Mercedes-Benz: Actros 2041S et Zetros 2733A 6X6 pour le transport de troupes.

L'usine, dont la production est destinée à satisfaire les besoins du marché national, notamment les institutions militaires mais aussi les entreprises

publiques et privées, devra atteindre une capacité de production de 15 000 camions, cars et bus par an d'ici à 2019. Inaugurée en octobre 2014, l'usine d'Aïn Bouchekif (Tiaret) a, quant à elle, pour objectif de produire 6 000 véhicules de type Sprinter destinés à différents usages, et 2 000 autres véhicules 4X4 classe C tout-terrains de la catégorie G destinés aux fins militaires et paramilitaires. Quant à l'usine de Oued Hamimine (Constantine), entrée en production en 2015, elle devra atteindre, à terme, une capacité de production annuelle de 25 000 moteurs de toute la gamme des poids lourds. Sur le plan commercial, le volume global des échanges entre les deux pays a atteint un peu plus de 337 millions de dollars (USD) en 2015 avec une balance commerciale en défaveur de l'Algérie: 331,4 millions USD d'importations algériennes contre 5,6 millions USD d'exportations seulement. Les importations algériennes auprès de ce pays du Golfe se composent de demi-produits, biens d'équipements industriels, biens de consommation alimentaires et non-alimentaires et produits d'énergie et lubrifiants tandis que les exportations se composent de produits alimentaires et de demi-produits.

S. O./APS

Selon les prévisions du FMI

L'Afrique subsaharienne connaîtra un ralentissement de la croissance en 2016

L'Afrique subsaharienne devrait connaître en 2016 un ralentissement de la croissance sous l'effet d'une conjoncture extérieure difficile, a prévu le Fonds monétaire international. «Après une longue période de croissance économique solide, l'Afrique subsaharienne connaîtra une deuxième année difficile», a déclaré la directrice du département Afrique au FMI, Antoinette Sayeh, qui table sur 3% de croissance durant l'année en cours

contre 3,5% en 2015, soit le plus bas niveau enregistré en près de 15 ans. La croissance du PIB par habitant sera inférieure de 1%, ce qui ne s'était pas produit depuis la fin des années 1990, a ajouté M^{me} Sayeh au cours d'une conférence de presse. Cependant, certains pays importateurs de pétrole se comportent bien et affichent une croissance soutenue de 5% voire plus dans des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et de nombreux pays à faible revenu.

Dans la majorité de ces pays, la croissance est tirée par les investissements dans les infrastructures et par la vigueur de la consommation privée, a-t-elle expliqué. Ces pays ont tiré parti également de la baisse des cours pétroliers. En revanche, dans près de la moitié des pays de la région, la croissance a subi un net ralentissement, affectée par une baisse sensible des prix des produits de base qui a mis à rude épreuve de nombreux pays de l'Afrique sub-

saharienne. Les pays exportateurs de pétrole comme le Nigeria et l'Angola continuent à faire face à une situation économique particulièrement délicate, a relevé M^{me} Sayeh en tablant sur une croissance d'un peu plus de 2% en 2016 contre 6% en 2014. Elle a indiqué qu'il était nécessaire d'aller vers un réajustement des finances publiques car la réponse des gouvernements de la région à la crise était insuffisante jusqu'ici. De nombreux pays concernés par

la baisse des recettes à l'exportation doivent impérativement maîtriser les déficits budgétaires et doter le reste de l'économie d'une assiette fiscale viable. Les pays qui ont d'importants déficits devraient infléchir leurs politiques budgétaires. Ce réajustement va les aider à reconstituer des marges de manœuvre et à atténuer les facteurs de vulnérabilité si la situation extérieure se dégrade encore, a-t-elle recommandé.

R.E.

Oran

Livraison d'un nombre de projets d'aménagement avant l'été

■ Le wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, a insisté sur la livraison de certains projets d'aménagement avant l'été prochain.

Par Ilham N.

Ahaï Bouamama, un secteur urbain situé à l'entrée ouest de la ville d'Oran où il s'est enquis de l'état d'avancement du projet d'aménagement de la voirie urbaine à El Hassi (zones H1, H2 et H3) sur 3,5 kilomètres, le chef de l'exécutif de la wilaya a instruit les gestionnaires de la division communale de la voirie et de la circulation (DVC) de procéder à la démolition des pâtés de maison érigés en violation de la loi sur l'urbanisme sur l'alignement des ruelles et qui entravent le parachèvement des travaux de ce projet. Un projet d'aménagement doté d'une enveloppe de 85,3 millions DA accuse un retard en raison de contraintes liées également à la vétusté du réseau d'assainissement. Le wali d'Oran, qui a été très attentif aux doléances des citoyens, a appelé les services techniques de ce secteur urbain à réaliser, au lieu et place d'un terrain nu convoité, un petit jardin au profit des riverains. En ce qui concerne l'alimentation en gaz du douar «Tiartia, M. Zaalane a instruit l'APC d'Oran de prendre en charge les amenés en gaz. Le branchement particulier sera à la charge des habitants, a-t-il fait observer. Le wali s'est enquis, dans le même quartier, de l'état

d'avancement des travaux d'amélioration urbaine sur la RN 2, à hauteur de la trémie de «Coca», insistant sur l'achèvement des travaux avant la fin juillet prochain. Au niveau de l'ex-gare routière de Yaghmoracen, entièrement démolie récemment pour être convertie en espace vert, il a sommé les services techniques à entamer, au plus tard deux semaines, les travaux de réalisation sur un terrain récupéré de près de 1,5 hectare, d'un petit jardin de proximité avec un stade de basket-ball pour un délai de deux mois. A la gare d'El Hamri qui a fait l'objet également d'une démolition, il a insisté auprès des gestionnaires d'un projet d'aire de jeux pour enfants à effectuer le même concept d'aménagement ainsi que la même clôture pour donner un sens à l'urbain. Ahaï El Yasmine, à l'est d'Oran, il a insisté sur l'aspect esthétique d'une trémie dont les travaux de réalisation ont été lancés. Les des travaux de cette trémie pour le désengorgement de haï El Yasmine et d'une voie vers Hassi Bounif seront achevés fin juillet ou au plus tard en début septembre prochain, selon la directrice des travaux publics. A Es-Sénia, le chef de l'exécutif a visité un projet de traitement des accotements de la chaussée d'un tron-



Ph. > D. R.

çon du giratoire «En Nasr» qui mène à l'aéroport «Ahmed-Benbella» pour un délai de trois mois, mettant l'accent sur la réhabilitation de cet axe routier de près de 1 kilomètre sur le CW83, dans le cadre de la modernisation des axes principaux du Grand projet urbain (GPU) d'Oran devant créer une dynamique dans cette zone, dans la perspective de création

d'un pôle économique et commercial. A Bir El Djir, le wali s'est enquis de l'état d'avancement du projet de réalisation d'un bassin de rétention ainsi qu'une aire de détente avec un espace dédié à la pétanque, un jet d'eau, une buvette en structure légère et un stade combiné. Le lancement des travaux est programmé pour début mai prochain, selon le directeur des ressources en eau.

Au chantier du futur «jardin du citoyen», situé sur le boulevard du millénium à l'est d'Oran, M. Zaalane a insisté sur le traitement particulier à accorder au plan de l'aménagement urbain, à cet espace vert et à l'achèvement des travaux avant l'été.

I. N./APS

Mostaganem

Grande affluence sur la pomme de terre de saison

Les exploitations agricoles dans les communes de Sirat et de Bouguirat (Mostaganem), connues pour leur production abondante de pomme de terre, connaissent ces derniers jours une «grande affluence» des commerçants de plusieurs régions du pays pour l'achat de la pomme de terre de saison, a-t-on appris du directeur des services agricoles. Les marchés de la wilaya ont commencé, début avril, à accueillir les premières quantités de cette récolte. Mostaganem figure parmi les premières wilayas du pays dans la production de ce tubercule à large consommation, a indiqué Abdelkader Mouissi. Il a précisé que le prix

de kilogramme dans les champs et les exploitations agricoles varie entre 35 et plus de 40 DA pour atterrir à 50 DA au consommateur. Quelque 200 000 quintaux de ce tubercule ont été récoltés à ce jour sur une superficie de 750 hectares, notamment dans les communes de Sirat, Bouguirat, Hassi Mameche, Ain Nouissy et Ain Tédèles. L'opération se poursuit jusqu'au mois de mai prochain, selon M. Mouissi qui a ajouté que la réception de ces premières quantités contribuera sans doute à la baisse des prix de la pomme de terre à moins de 40 DA. La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya prévoit une production de 3 millions

de quintaux de pomme de terre de saison cette année sur une superficie globale de 9 000 ha. Un rendement variant entre 250 et 300 qx à l'hectare est attendu et en cas de respect de l'agriculteur du parcours technique et de l'irrigation goutte-à-goutte, il pourra atteindre 600 qx/ha. Le directeur du secteur a signalé la plantation, par an, d'une superficie globale variant entre 13 000 et 15 000 ha de pomme de terre (primeur, de saison et d'arrière-saison), ajoutant que la production est en hausse permanente d'une année à une autre, à la faveur de l'extension de la superficie et la maîtrise du parcours technique de cette filière.

Ali O.

Bordj Bou-Arréridj Réception de deux trémies en juin

DEUX TRÉMIES, en réalisation dans la ville de Bordj Bou-Arréridj, seront réceptionnées en juin prochain, a indiqué le wali. Le premier responsable de la wilaya a précisé, lors de la visite du ministre des Travaux publics Abdelkader Ouali, que la première trémie d'une longueur de 260 mètres, située au centre-ville, en face du lycée Said-Zerouki, est en phase d'achèvement, soulignant que ce projet a mobilisé un montant de 600 millions de dinars. La seconde trémie, en réalisation dans le quartier des 500 logements, entre la route nationale (RN) n° 5 et le chemin de wilaya (CW) n°46, a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière estimée à 700 millions de dinars, selon le même responsable, soulignant que les opérations de déviation de divers réseaux pour libérer la voie à ces projets «ont quelque peu retardé la réception de ces deux projets». La réalisation des deux trémies est inscrite dans le cadre d'un programme destiné à assurer une meilleure fluidité de la circulation automobile dans le centre du chef-lieu de wilaya.

R.R.

Adrar

4 380 hectares ciblés par la campagne de moisson

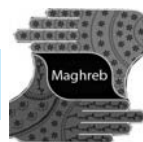
Une superficie de 4 380 hectares irrigués sous pivots (180 unités) est ciblée par la campagne de moisson qui a débuté dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Les services agricoles tablent sur une moisson de plus de 160 000 quintaux de blé dur, dont 8 000 quintaux de semences qui seront réservés à la prochaine campagne de

labours-semences. Cette campagne de moisson a débuté tôt, comparativement aux précédentes saisons agricoles, du fait de l'ensemencement précoce et au bon suivi des agriculteurs de l'itinéraire technique de ce genre cultural qui a influé sur la qualité de la production, a-t-on souligné. La campagne, dont le coup d'envoi symbolique a été donné par les autorités de la wilaya au niveau de la commune

de Zaouiet Kounta, concerne une superficie englobant aussi quelque 170 ha consacrés à la production de semences, selon la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS). Des moyens conséquents ont été mobilisés pour la réussite de l'opération, notamment une vingtaine de moissonneuses-batteuses et une quarantaine de camions de 20 tonnes chacun pour le transport de la récolte

vers les sites d'ensilage, a-t-on précisé. Plus de 30 agriculteurs de la wilaya d'Adrar sont éligibles pour intégrer le club des 50 (rendement de 50 hectares à l'hectare), notamment ceux opérant dans la région de Baâmer (commune de Fenoughil) au sud de la wilaya, où les pics de rendements attendus dépassent les 75 qx/ha, selon les services de la DSA d'Adrar.

A.L./APS



Tunisie

Béji Caid Essebsi dément une crise de gouvernement

■ Le président de la République Béji Caid Essebsi a démenti, vendredi soir, toute crise de gouvernement, affirmant qu'il n'a pas l'intention de présenter une initiative pour amender la Constitution.

Par Anis F.

« Il n'y a pas de prémices d'une crise de gouvernement. Habib Essid est le candidat de Nidaa Tounes et je crois qu'il est un Chef de gouvernement à la hauteur de ses responsabilités », a déclaré Caid Essebsi dans un entretien télévisé sur BBC Arabic. Le sort du Chef du gouvernement est évoqué depuis plusieurs semaines. Jeudi, Habib Essid avait exhorté les partis de la majorité à soutenir l'action de son gouvernement. « S'il y a quelqu'un qui veut le remplacement du Chef du gouvernement, ce n'est pas le président de la République », a assuré Caid Essebsi. « Le président de la République est garant du respect et de l'application de la Constitution », a affirmé Caid Essebsi, précisant qu'il ne compte pas présenter une initiative pour l'amendement de la

Constitution. « J'ai dit auparavant que je n'y vois pas d'inconvénient, mais je ne présenterai aucune initiative en ce sens », a-t-il dit. Plusieurs voix ont récemment appelé à un amendement de la Constitution pour renforcer l'Exécutif et mettre au clair le partage des responsabilités en son sein. Par ailleurs, en matière de lutte contre la torture, le chef d'une délégation onusienne a affirmé que la Tunisie est désormais « sur la bonne voie », grâce à la création d'un mécanisme de prévention. Un groupe d'experts de l'ONU a terminé vendredi une visite de trois jours à Tunis, marquée par des rencontres avec des ministres, des ONG, mais aussi des membres de la nouvelle « Instance nationale de lutte contre la torture », élus fin mars par le Parlement. La Tunisie est signataire depuis juin 2011 du « Protocole facultatif à la prévention de la torture », et une loi organique prévoyant la création



Ph. DR

de l'instance avait été votée en 2013. « Nous considérons (...) qu'il s'agit d'un événement historique puisque la Tunisie est le premier pays de la région Afrique

du Nord et Moyen-Orient à disposer d'un tel mécanisme », a déclaré le chef de la délégation de l'ONU, Hans-Jörg Bannwart, cité par l'AFP. « La Tunisie est sur la bonne voie », a-t-il ajouté. M. Bannwart a toutefois fait valoir qu'il s'agissait désormais « de rendre ce mécanisme opérationnel », ce qui pourrait encore prendre « plusieurs mois ». « Nous avons encouragé les membres du mécanisme à (...) définir au plus vite leurs besoins et présenter leurs demandes de financement aux autorités », a-t-il relevé. La nouvelle structure devra être à la fois « correctement financée et indépendante », ont ainsi souligné dans un communiqué publié vendredi les experts onusiens. Une fois en place, l'instance aura pour mission de visiter « les lieux de privation de liberté et de formuler des recommandations à l'Etat », a indiqué Hans-Jörg Bannwart. Elle sera également

associée « aux actes législatifs » et pourra mener des enquêtes sur « des plaintes individuelles de torture ».

A. F./Agences

La Tunisie et le FMI concluent un accord de principe pour un prêt de 2,8 milliards de dollars

LA TUNISIE et le Fonds monétaire international (FMI) ont conclu un accord de principe sur un nouveau prêt de 2,8 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros) sur quatre ans, a indiqué la représentation du FMI à Tunis. La Tunisie négociait depuis des mois un nouveau prêt, après expiration d'une précédente ligne de crédit de 1,7 milliard de dollars (1,5 milliard d'euros). « Cet accord sera soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI, qui devrait examiner la demande de la Tunisie le mois prochain », précise le chef de mission du Fonds pour ce pays, Amine Mati, dans un communiqué. Ce prêt vise à appuyer « la vision économique et les réformes prioritaires » définies par les autorités tunisiennes dans leur « plan quinquennal » pour la période 2016-2020, a-t-il ajouté. Ce plan « reconnaît qu'il importe pour la Tunisie d'accélérer le rythme des réformes économiques pour réduire sa vulnérabilité (...), dopper la croissance et favoriser la création durable d'emplois », relève M. Mati. Il est notamment « essentiel » pour le pays « de faire reculer sensiblement le chômage, en particulier celui des jeunes », plaide-t-il. Octroyée en 2013, la précédente ligne de crédit entrait dans le cadre d'un programme destiné à soutenir le processus post-révolutionnaire dans ce pays pionnier du Printemps arabe. A l'approche de son expiration, fin 2015, la patronne du FMI Christine Lagarde avait indiqué que son institution était prête à étudier une nouvelle demande de Tunis.

A.F.

Sahara occidental

Le président sahraoui presse l'ONU de prendre des « mesures concrètes »

Le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, a pressé l'ONU de prendre des « mesures concrètes » face aux « développements dangereux » au Sahara occidental, afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination sur la base d'une solution « juste et démocratique », a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS). « Seule une solution juste et démocratique » est à même de « permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit légitime à la liberté et à l'autodétermination », sur la base de la Charte et des résolutions de l'ONU, a affirmé le président sahraoui, dans une lettre adressée jeudi au Secrétaire général de l'organisation, Ban Ki-moon, concernant les « développements dangereux » qui confrontent les efforts onusiens en faveur de la cause sahraouie, a précisé l'agence. Dans cette optique, et devant l'entêtement du Maroc qui s'obstine à violer la légalité internationale, M. Abdelaziz, Secrétaire général

du Front Polisario, a insisté sur la nécessité que le Conseil de sécurité prenne des « mesures concrètes » face à l'« intransigeance du Maroc et son mépris des résolutions des Nations unies et à la communauté internationale ». Il a souligné, dans ce contexte, que « le peuple sahraoui opprimé et privé de ses droits spoliés depuis plus de 40 ans, se trouvera contraint une fois encore, de défendre ses droits par tous les moyens légitimes, y compris la lutte armée » afin de « rétablir le droit à la liberté et l'autodétermination ». Dans sa missive, le président sahraoui a affirmé que le Maroc fait montre « une fois de plus de mépris à la communauté internationale, en interdisant à l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, Christopher Ross, d'entrer dans la zone de ses activités, le Sahara occidental », et en décidant d'expulser le personnel civil de la Minurso de la région. Il a souligné que l'« Etat de l'occupation marocaine a constitué une

menace continue à la sécurité et la stabilité », de la région. « Comme il a maintenu sa politique dilatoire reposant sur le mépris de la légalité internationale, et son refus d'adhérer aux appels internationaux » à mettre fin à l'occupation illégale du Sahara occidental depuis 1975. Le président sahraoui, a, de ce fait, réitéré son appel à la communauté internationale à « faire pression sur le Maroc » pour mettre fin à l'occupation des territoires sahraouis, et accélérer le processus de décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupée depuis 1975 par le Maroc soutenu par la France.

Kamel L./APS

Libye 2 morts dans un attentat à la voiture piégée

DEUX membres des forces libyennes reconnues par la communauté internationale ont été tués et trois autres blessés dans un attentat du groupe autoproclamé « Etat islamique » (EI/Daech) à la voiture piégée au sud-ouest de Benghazi, dans l'est de la Libye, a indiqué un porte-parole militaire. « Une voiture piégée a explosé près du cimetière de Al-Hawari, tuant deux soldats et blessant trois autres », a déclaré Monzer al-Khartouch, porte-parole des forces spéciales de l'armée dirigée par le général Khalifa Haftar. Le cimetière est situé au sud-ouest de Benghazi, à une dizaine de kilomètres du centre-ville et près d'une usine de ciment contrôlée par des forces rivales au général Haftar. Les forces du général Haftar ont lancé depuis jeudi plusieurs attaques près de l'usine de ciment afin de reprendre le contrôle du secteur. Pour la seule journée de jeudi, les combats violents ont coûté la vie à sept soldats, a déclaré un responsable militaire de ces forces. Benghazi, deuxième ville de Libye située à 1 000 km à l'est de la capitale Tripoli, est depuis près de deux ans le théâtre de combats sanglants entre les forces loyalistes et des groupes armés, dont différents groupes terroristes.

R.M.

Iran

L'application de l'accord nucléaire fait face à des «défis»

■ L'application de l'accord nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances fait face à des «défis» et «obstacles» que l'Union européenne (UE) et Téhéran veulent surmonter ensemble, ont affirmé hier les chefs des diplomatie européenne et iranienne.

Par Ali O.

«Plus que des obstacles, ce sont des défis auxquels se heurte la mise en œuvre de l'accord nucléaire qui a débuté le 16 janvier», a déclaré Federica Mogherini, chef de la diplomatie de l'UE lors d'une conférence de presse commune avec Mohammad Javad Zarif, ministre iranien des Affaires étrangères.

M^{me} Mogherini a toutefois indiqué qu'il fallait que les Iraniens fassent preuve de patience. Selon elle, «trois mois de défis» sont peu de choses par rapport aux «douze ans de négociations» nécessaires à la conclusion de l'accord en juillet 2015 à Vienne entre l'Iran, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne. Parmi les «défis» à surmonter, celui de la réticence des banques européennes à intervenir en Iran, par crainte d'éventuelles représailles des États-Unis qui continuent à limiter les transactions en dollars avec ce pays. «Nous ne pouvons forcer personne, mais nous faisons tout



pour rassurer les banques européennes afin de favoriser leur engagement en Iran», a indiqué M^{me} Mogherini. M. Zarif a de son côté affirmé que l'Iran et l'UE allaient «coopérer ensemble pour lever les obstacles qui restent». «Les Iraniens doivent sentir le plus rapidement possible les résultats de l'accord, sinon ils se demanderont quelle en était la nécessité», a-t-il ajouté. L'Iran estime ne pas avoir encore

bénéficié de la levée d'une grande partie des sanctions internationales, intervenue en même temps que l'entrée en vigueur de l'accord nucléaire mi-janvier, en échange d'une réduction de son programme nucléaire. M^{me} Mogherini est en visite d'une

journée à Téhéran pour relancer la coopération avec l'Iran, accompagnée de sept commissaires européens dont Elzbieta Bienkowska (Industrie), Violeta Bulc (Transports) et Miguel Arias Cañete (Climat et Énergie). La chef de la diplomatie européen-

ne doit rencontrer également le président du Parlement, Ali Larijani, et le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Shamkhani. De nombreuses délégations politiques et économiques de différents pays européens se sont rendues en Iran ces derniers mois, mais le guide suprême Ali Khamenei a récemment jugé que ces visites n'avaient pas donné de résultats «tangibles». Outre les investissements et le commerce, les guerres en Syrie et au Yémen seront également à l'ordre du jour des rencontres entre responsables européens et iraniens.

L'UE veut croire en la volonté de Téhéran d'avoir une influence positive sur ces deux conflits majeurs du Moyen-Orient.

«Il est dans l'intérêt commun de travailler à la stabilité dans la région et mettre fin à la guerre en Syrie», a estimé M^{me} Mogherini.

A. O.



Points chauds

Rupture

Par Fouzia Mahmoudi

Si à gauche, hormis le PS, il y a plusieurs années que les critiques pleuvent sur l'action du gouvernement au pouvoir et surtout sur la gouvernance de François Hollande élu en 2012 grâce au soutien de l'ensemble de sa famille politique, aujourd'hui certains anciens alliés étalent clairement leur rupture avec l'Élysée. C'est le cas notamment du Parti communiste français (PCF), qui vient, par la voix de son dirigeant, d'officialiser cette rupture. En effet, le Parti communiste a rappelé vendredi qu'il était «disponible» pour participer à une primaire des gauches, tout en soulignant qu'il ne pourrait «en aucun cas» soutenir le président de la République, selon une motion approuvée à une large majorité par son conseil national. «La candidature de gauche à laquelle nous voulons travailler ne peut évidemment en aucun cas être celle de François Hollande qui s'acharne, malgré le rejet populaire, à vouloir repartir, ni celle d'un autre représentant de la même politique, soutenue, depuis 2012, par la direction du parti», affirme la motion. Le PCF se dit néanmoins «disponible pour (...) une primaire citoyenne à gauche», à condition qu'elle ait pour ambition de «construire une candidature en phase avec les attentes citoyennes de changement et s'appuyant sur un contrat populaire et citoyen le plus large possible». Le leader communiste renouvelle son souhait de voir s'organiser, d'ici l'été, des débats qui permettent l'émergence d'une «plateforme politique» dont devrait tenir compte le gagnant de la primaire. Au terme des débats, «on pourrait imaginer une votation citoyenne pour valider la plateforme politique (...) et désigner le ou la candidate qui en serait porteur», écrit le PCF. Et alors que le processus de la primaire semble piétiner depuis le lancement de l'idée il y a quelques mois, les communistes proposent aux «forces politiques et sociales» de «passer aux actes». Ils préconisent ainsi «à tous ceux qui veulent avancer de se rencontrer très vite pour organiser une première vague de débats citoyens avant l'été dans les départements». Ils proposent également qu'aient lieu en juin «quatre grandes rencontres de dimension nationale» autour de thèmes d'actualité (emploi et travail, lutte contre l'évasion fiscale, démocratisation des institutions, Europe). Mais il n'est pas certain que toutes ces initiatives aient le moindre impact sur un possible candidature de Hollande qui ne pourrait se désister que si les lieutenants du Parti socialiste venaient à le lâcher officiellement. Or pour le moment, que ce soit le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, ou le Premier ministre, Manuel Valls, le président français continue aujourd'hui à bénéficier du soutien inconditionnel des plus hauts cadres du parti, rendant une possible mise à l'écart improbable, pour le moment du moins.

F. M.

Japon

Au moins 23 morts dans un nouveau séisme, des habitants pris au piège

Des dizaines d'habitants étaient pris au piège hier après un nouveau tremblement de terre dans le sud-ouest du Japon qui a tué au moins 23 personnes, portant à 32 le nombre de morts depuis le premier séisme jeudi soir.

La région de Kumamoto, sur l'île de Kyushu, a été secouée ces dernières 48 heures par une série de violentes secousses qui ont provoqué destructions, incendies et glissements de terrain.

Dans la zone montagneuse de Minami-Aso, une impressionnante coulée de boue et de pierres a emporté des maisons, coupé une autoroute et isolé du reste du monde un millier d'habitants. «Le bilan total est passé à 32 morts», a indiqué à l'AFP Yumika Kami, porte-parole de la préfecture de Kumamoto. Parmi eux, deux étudiants qui avaient été bloqués avec une dizaine d'autres jeunes dans une résidence universitaire située non loin de l'éboulement.

Près d'un millier d'habitants ont été blessés, dont 184 gravement, selon les autorités locales.

«Nous devons avant tout sauver des vies. Nous devons agir vite», a lancé le Premier ministre Shinzo Abe qui a annulé sa visite dans la zone et convoqué un conseil de crise. Le gouvernement a dépêché sur place 20 000 hommes.

L'agence de météorologie japonaise, qui prévoit de fortes pluies au cours du week-end, a mis en garde contre de nouveaux glissements de terrain sur un sol rendu fragile par la série de secousses. La municipalité de Misato a conseillé à quelque 10 000 résidents d'évacuer les

lieux par précaution, selon la chaîne de télévision NHK.

Plus de 65 000 habitants, se retrouvant sans toit, ont trouvé refuge dans des centres d'accueil, tandis que des dizaines de milliers de foyers étaient toujours privés d'eau, d'électricité et de gaz. «Je n'ai rien à manger, rien à boire, je ne sais pas quoi faire», a confié à la presse Tomoko Goto, 67 ans.

Un hôpital de la ville de Kumamoto a dû être évacué dans la nuit, et l'aéroport fermé.

Le nouveau tremblement de terre, de magnitude 7,0, d'après l'Institut de géophysique américain (USGS), est survenu hier à 01h25 locale (16h25 GMT vendredi) à une profondeur de 10 km seulement.

L'agence de météorologie japonaise l'a évalué à 7,3, précisant que celui de jeudi était en fait un choc «précurseur».

«Nous sommes sorties de la maison à cause des secousses qui n'en finissaient pas», a raconté Hisako Ogata, 61 ans, évacuée avec sa fille dans un parc de Kumamoto où une cinquantaine de personnes étaient assises sur des bâches de plastique bleu. «On a eu tellement peur, mais heureusement nous sommes vivantes!»

«J'ai été réveillé par le séisme. Mon corps rebondissait sur le lit. Le téléviseur est tombé», a témoigné un photographe de l'AFP.

Des bâtiments endommagés, un pont de 200 mètres effondré, des routes fissurées voire éventrées, un sanctuaire séculaire démolé : les habitants ont constaté avec stupeur l'ampleur des dégâts, dans une région peu habituée aux séismes qui frap-

pent régulièrement l'archipel. «Habituellement en avril-mai on sème le riz, j'avais hâte, mais maintenant tout est ruiné», a déploré un agriculteur.

Les transports étaient fortement perturbés et de nombreuses usines à l'arrêt pour procéder à des vérifications, dans les secteurs de l'automobile (Toyota, Nissan et Honda) et de l'électronique (Sony, Fujifilm, Renesas).

Outre les répliques incessantes, les inquiétudes étaient alimentées par une petite éruption du volcan Aso, mais le niveau d'alerte n'a pas été élevé et le lien avec les tremblements de terre incertain.

La première secousse dans la nuit de jeudi à vendredi, d'une violence inédite pour bien des riverains, avait endommagé le château de Kumamoto, vieux de 400 ans, et détruit de vétustes maisons dans la petite ville voisine de Mashiki.

Les sauveteurs avaient sorti saine et sauve des décombres une fillette de huit mois, plus de six heures après le tremblement de terre.

Aucune anomalie n'a été relevée dans la centrale nucléaire de Sendai où se trouvent les deux seuls réacteurs du Japon en service, a assuré la compagnie Kyushu Electric Power.

Situé à la jonction de quatre plaques tectoniques, l'archipel subit chaque année plus de 20% des séismes les plus forts recensés sur Terre.

Les Japonais sont encore plus sensibles aux risques depuis le tsunami de mars 2011, qui a tué quelque 18 500 personnes et provoqué la catastrophe nucléaire de Fukushima.



Célébration du Printemps berbère à Tizi-Ouzou

Des activités riches au menu

■ Le trente-sixième anniversaire du Printemps berbère, qui coïncide avec le 20 avril de chaque année, sera célébré sous le signe de la consécration de tamazight comme langue nationale et officielle, selon la direction locale de la culture. Des activités riches et variées toucheront la majorité des communes et des villes, offrant au public le plaisir de renouer avec le patrimoine de la région.

Par Adéla S.

Cette célébration se veut, cette année, «un moment historique marqué par la consécration de tamazight comme langue nationale et officielle, pour laquelle des générations se sont consacrées et ont lutté», a-t-on ajouté de même source, précisant que la consécration de tamazight langue nationale et officielle dans la Constitution

amendée (février 2016), «constitue le parachèvement de la construction de l'identité nationale et le confortement du socle identitaire de l'Algérie». Pour célébrer ce 36^e anniversaire, un riche programme placé sous le slogan «Hier un combat, aujourd'hui une consécration», a été concocté par la direction locale de la culture en collaboration avec le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), le mouvement associatif local et les



Ph. DR

assemblées populaires communales et de wilaya. Au menu de ce rendez-vous culturel, il est prévu, entre autres, la célébration de la journée nationale du Savoir sous le thème «Le savoir au service de la promotion de la langue amazighe», du mois du patrimoine, dont la thématique

sera «Le patrimoine culturel, un levier économique», un colloque international sur Belaid Ath Ali (1909-1950), premier romancier d'expression amazighe, organisé par le HCA, des conférences-débats sur la thématique du combat identitaire, le combat identitaire et le patrimoine, la

projection de films en tamazight et des pièces théâtrales. Une exposition sur le patrimoine (bijouterie, costume traditionnel, poterie, vannerie, arts culinaires, tapis), les arts plastiques et la chronologie des événements du printemps amazigh, est également prévue au titre de cette célébration qui se déroulera au chef-lieu de wilaya et plusieurs localités dont le coup d'envoi a été donné hier samedi et qui se poursuivra jusqu'au 29 du mois.

A.S.

Salon du livre à Constantine

L'évènement clôturé en présence d'un grand public

Après une deuxième édition, organisée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», l'édition 2016 du Salon national du livre de Constantine a été clôturée hier en présence d'un public nombreux. L'ouverture de cet évènement a coïncidé avec la Journée internationale du livre et sa clôture a coïncidé avec la journée nationale du Savoir.

Cette édition, qui a enregistré la participation d'un nombre important de maisons

d'édition, était une occasion pour réitérer la place qu'occupe le livre dans le paysage culturel constantinois qui, en se dotant de ce festival national, continue à fédérer le lectorat local et régional autour de la lecture comme moyen d'ouverture sur le monde.

Pour les participants à ce salon, «l'évènement était d'une réussite remarquable vu la médiation de laquelle il a bénéficié et la grande affluence du public», déclare un exposant, soulignant que «les gens ont plus de

conscience de la valeur du livre et ils savent bénéficier du choix proposé».

Quant au public, il était satisfait de l'embarras du choix disponible et a salué ce genre d'initiative.

D'ailleurs, un public nombreux est enregistré depuis l'ouverture du salon. «On a trouvé pas mal de livres intéressants et espérons que de telles initiatives seront multipliées», déclare une mère de famille.

D.L.

Photo

Le Malien Malick Sidibé n'est plus

Le Malien Malick Sidibé, considéré comme l'un des pionniers africains de la photographie, est décédé jeudi à Bamako, à l'âge de 80 ans, a annoncé le ministère malien de la Culture.

Plusieurs fois récompensé pour la qualité de ses œuvres qui relatent le quotidien de la vie dans son pays, Malick Sidibé avait entamé ses études de dessin et de bijoutier à l'École des artisans soudanais (devenu Institut national des arts de Bamako) à Bamako. En 1955, il entre au studio «Photo service» du photographe français Gérard Guillaud-Guignard avec qui il apprend la photographie. En 1962, il ouvre son studio à

Bamako et se spécialise dans la photographie de reportage. Les premières Rencontres africaines de la photographie à Bamako en 1994 avaient permis à Malick Sidibé d'accroître sa réputation. Il expose dans des galeries en Europe (comme la Fondation Cartier à Paris), aux Etats-Unis et au Japon. Ses œuvres avaient été récompensées, entre autres, par le Lion d'Or à la Biennale de Venise, les prix Hasselblad (Suède) et de l'ICP (Centre International de la Photographie, New York).

«Malick Sidibé est un grand. Il a documenté la vie bamakoïse, avec des photos qui ont une valeur incontournable», a souligné le



directeur du musée national de Bamako et délégué général de la Biennale africaine de la photographie, Samuel Sidibé, cité par des médias.

R.I.

«Avatar»

James Cameron annonce quatre suites «stupéfiantes»

Le réalisateur canadien vient d'annoncer, lors du CinemaCon de Las Vegas, qu'il donnerait finalement quatre suites à son film culte «Avatar», et non pas trois comme initialement prévu. Une annonce qui rassure les fans qui attendent cette suite depuis six ans.

Le réalisateur, producteur et scénariste américain James Cameron a surpris tous les participants au CinemaCon qui se tient actuellement à Las Vegas. «Avatar» n'aura pas trois mais bien quatre suites. Sorti en 2009, ce film de science-fiction reste le plus gros succès mondial au box-office avec 2,8 milliards de dollars de recettes. «Évidemment, les attentes vont être énormes sur ces films, en particulier sur «Avatar 2», afin de déterminer si le

succès du premier n'était pas un coup de chance», s'enthousiasme James Cameron dans une interview à Entertainment Weekly.

«Nous devons donc tout donner». Le réalisateur a précisé que chacune des suites d'«Avatar» était conçue comme une histoire à part entière mais que l'ensemble formerait une «saga complète». «Je travaille depuis ces deux dernières années avec une équipe de 4 scénaristes au top afin de dessiner ce que seront le monde d'Avatar, ses personnages, ses créatures, son environnement, ses nouvelles cultures, a poursuivi le cinéaste. Tout cela c'est ma façon de voir, c'est de la pure imagination depuis le premier film. Ce sera une véritable saga épique». C'est ce qui s'appelle prendre

son temps. En 2012, la sortie de «Avatar 2» était annoncée pour 2014, soit cinq ans après la première mouture qui avait cartonné dans le monde entier. Le mois dernier, la sortie du film était cette fois-ci prévue pour décembre 2017. C'est long, surtout pour les fans. L'attente en devenait préoccupante : le tournage aurait dû normalement commencer en octobre dernier. Il va donc falloir être patient... Avec cette nouvelle, le calendrier de sorties en salles des films s'en trouve modifié. «Avatar 2», dont le tournage débute ce mois-ci en Nouvelle-Zélande, est désormais prévu pour décembre 2018. Puis «Avatar 3», «Avatar 4» et «Avatar 5» sortiront respectivement en 2020, 2022 et 2023 ! Pour fêter l'évènement, la 20th

Century Fox a dévoilé un nouveau logo pour la saga, en tête d'article.

Le patron de la Fox n'a pas commenté ce retard, il a simplement reconnu dès le départ qu'il s'embarquait «pour un long voyage» en sachant que «ce ne sera pas bon marché». Le budget initial montait à 410 millions de dollars pour les trois films initiaux, ce qui est relativement peu pour un tel projet. Nul doute que les financiers sortent actuellement leurs calculatrices pour faire le point sur les retards et dépassements... Qu'importe : James Cameron est l'un des rares réalisateurs à pouvoir dicter sa loi aux grands studios. Ses films rapportent régulièrement plus d'un milliard de dollars.

A. S.

Coup-franc direct

L'arbitrage encore et toujours

Par Mahfoud M.

Le match de la demi-finale de la Coupe d'Algérie entre le NAHD et l'USMBA a été entaché, malheureusement, par une autre erreur d'appréciation de l'homme en noir Necib. En effet, alors qu'une touche devait être jouée par Bel-Abbès, le joueur du Nasria, Ghazi, s'était saisi du ballon pour la jouer et l'action a conduit au but de la qualification pour l'équipe alors que la rencontre tirait à sa fin. Ghazi ne peut pas être blâmé pour avoir tenté de flouer l'arbitre, c'est plutôt ce dernier qui n'a pas suivi l'action et ce sont surtout les joueurs de Bel-Abbès qui n'ont pas eu le réflexe de protester et de demander le ballon étant donné que c'est le joueur du NAHD qui a sorti le ballon en touche. Malheureusement, ce genre d'erreurs se répète et est devenu légion. Les arbitres devraient être plus concentrés sur le sujet et ne pas laisser passer de telles fautes, surtout qu'il y va de la notoriété de notre arbitrage qui est bafoué. Sans doute que Necib dira qu'il n'a rien à se reprocher vu que les joueurs de l'USMBA n'ont pas eu le réflexe de demander réparation. Mais il faut savoir que les arbitres sont juges sur le terrain et doivent éviter ce genre de fautes à l'avenir pour ne pas fausser les résultats de certaines rencontres.

M. M.

Championnats d'Afrique d'escrime (1^{re} journée) Deux médailles (1 argent, 1 bronze) pour l'Algérie

LES ALGÉRIENS, Victor Hamid Sintès (fleuret) et Nedjema Djouad (épée), ont décroché respectivement une médaille d'argent et une de bronze, à l'issue de la première journée des championnats d'Afrique d'escrime, disputée vendredi à la salle Harcha-Hacène (Alger). Vainqueur du champion d'Afrique en titre, le Tunisien Mohamed Samandi (15-13) en demi-finale, Sintès s'est incliné en finale face au vice champion olympique aux JO-2012 de Londres, l'Egyptien Alaeldin Abouelkassem, sur le score de 15 touches à 9. Dans une finale spectaculaire, Abouelkassem (26 ans) a pris l'avantage à la fin de la première manche (7-5), avant d'enchaîner trois touches d'affiler au début de la 2^e manche (10-5), et conclure tranquillement sur un écart de 6 touches (15-9). «*Mon dernier titre africain remonte à 2012, je suis très content d'avoir décroché un cinquième titre africain à Alger. C'est vrai que j'ai eu un parcours tranquille avant la finale, surtout après l'abandon sur blessure de mon coéquipier Ayad en demi-finale. En finale, j'étais en pleine forme ce qui m'a permis de gagner relativement facilement*», a déclaré à



l'APS le natif de Sétif, d'une mère algérienne et d'un père égyptien. De son côté, Sintès (36 ans) qui participe à son premier championnat d'Afrique sous les couleurs de l'Algérie, s'est montré satisfait de son parcours et de la médaille d'argent surtout après avoir enchaîné deux compétitions en deux jours. «*J'ai abordé cette finale avec beaucoup de fatigue physique et mentale, j'ai donné le maximum, mais je n'avais plus de jus dans les jambes. Je félicite Abouelkassem pour son titre africain*», a-t-il déclaré.

Coupe d'Algérie de Volley-ball (seniors/dames) Le GSP et le NR Chlef animeront la finale

LA FINALE de la coupe d'Algérie (seniors/dames) de volley-ball opposera, sans surprise, le GS Pétroliers au NR Chlef, tombeurs respectivement du Seddouk Volley-ball et du WA Tlemcen en demi-finales, disputées vendredi. Les Pétroliers, tenantes du trophée, étaient en effet favorites pour la défense de leur titre et n'ont rencontré pratiquement aucune difficulté pour venir à bout de leurs homologues Bougiotes (3-0). Dans l'autre demi-finale, qui pourtant s'annonçait beaucoup plus équilibrée, les Chéliennes se sont

également assez facilement imposées face aux Tlemceniennes (3-0). Pour atteindre ce dernier carré, le GSP avait battu le MB Béjaïa (3-2) au tie-break (20-25, 21-25, 25-16, 25-17, 15-9). De son côté, le NR Chlef avait créé la surprise en éliminant le futur champion d'Algérie, l'ASW Béjaïa, également au tie-break, alors qu'il accusait un retard de deux sets et était mené au troisième par 15-2 avant d'entamer une remontée spectaculaire au score (22-25, 23-25, 26-24, 25-23, 15-8).

Ligue 1 Mobilis (25^e journée) Le MOB rate le coche, le MCO se relance

■ Le Mouloudia de Béjaïa a raté le coche lors de cette deuxième partie de la 25^e journée de la Ligue 1 consacrée aux formations concernées par les compétitions africaines.

Par Mahfoud M.

En effet, les gars de la vallée de la Soummam se devaient de l'emporter à domicile face à l'USM Blida pour creuser l'écart sur leurs concurrents pour la seconde place, synonyme de participation à la Ligue des champions d'Afrique, mais ils se sont contentés d'un nul (1/1). Les Bougiotes n'ont pas pu imposer leur loi face, pourtant, à une formation qui souffre et qui se trouve dans le bas du tableau. Les gars de la ville des Roses, de leur côté, ont réussi à revenir avec un point très intéressant qui leur permettra de garder espoir dans la course au maintien en Ligue 1. De son côté, le MC Oran a réalisé une belle opération lors de cette journée en venant à bout de l'équipe algéroise, l'USM El Harrach. Avec ce succès, les Hamraoua grimpent à la cinquième place en compagnie de la JSK, avec 35 points dans leur escarcelle, ce qui leur permet de rester dans le giron du groupe de tête dans l'optique de décrocher une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine. Pour les Harrachis, par contre, rien ne va plus et le club paye le prix de la crise qui prévaut surtout avec



Les Nahdistes ont souffert pour se qualifier

Ph. > D. R.

l'incapacité des dirigeants à y faire face. L'Entente de Sétif a réalisé, elle aussi, la belle opération de la journée en venant à bout de la formation du DRB Tadjenanet sur le score de 2 à 0, ce qui lui permet d'améliorer quelque peu son classement, puisqu'elle se trouve à la 8^e place avec 34 points. Le DRBT est scotché à la quatrième place avec 37 points, ce qui est une

excellente performance quand même pour une équipe qui a accédé cette saison en Ligue 1. Enfin, le CS Constantine a réussi, de son côté à battre la lanterne rouge du championnat, l'ASM Oran, sur le score de 2 à 0, ce qui lui permet de rester dans la course à une place honorable pour cette saison, et ce, après un départ en catastrophe.

M. M.

Résultats et classement :

CSC-ASMO	2-0
MCO-USMH	2-0
ESS-DRBT	1-0
MOB-USMB	1-1
Déjà joués :	
RCA-MCA	3-1
JSK-NAHD	1-0
CRB-RCR	3-3
USMA-JSS	1-2

	Pts	J
1). USM Alger	51	25
2). MO Béjaïa	39	25
3). JS Saoura	38	25
4). DRB Tadjenanet	37	25
5). CR Belouizdad	36	25
6). JS Kabylie	35	25
-). MC Oran	35	25
8). ES Sétif	34	25
9). NA Hussein-Dey	33	25
10). USM El-Harrach	32	25
-). MC Alger	32	25
-). CS Constantine	32	25
13). USM Blida	29	25
14). RC Relizane	28	25
15). RC Arbaâ	19	25
16). ASM Oran	18	25

Ligue 2 Mobilis (27^e journée) Le CAB cale, le PAC relancé

Le Paradou AC, large vainqueur en déplacement de l'OM Arzew sur le score de 6 à 1, s'est relancé dans la course pour l'accession en Ligue 2, alors que le deuxième de la CA Batna, est revenu bredouille de son voyage au Khroub, battu par l'ASK (2-0), vendredi lors de la 27^e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis. Emmené par un grand Belouadah, auteur d'un triplé, le Paradou AC a réussi la meilleure opération de la journée. Les hommes de Cherif El Ouazani sont désormais à deux unités du troisième, l'USM Bel-Abbès, qui compte un match en moins contre le MC Saida, et à quatre longueurs du CA Batna mal en point. En effet, les journées se suivent et se ressemblent pour le CA Batna qui a enregistré une nouvelle contre-performance cette fois devant l'AS Khroub (2-0) confirmant ainsi son passage à vide. Deux buts de Djahel (40') et Boulainine (85 sp) ont infligé aux hommes de Rachid Bouarata une nouvelle défaite et ont permis à l'ASK d'enregistrer trois précieux points dans sa lutte pour le maintien. Le leader, l'O Médéa, qui a composé son billet d'accession lors de la journée précédente, s'est imposée contre la JSM Skikda 2-0 grâce à des réalisations de Hamia (33') et Adadi (89'). A la faveur de cette victoire, l'OM consolide sa première place

avec 8 points d'avance sur son dauphin, le CA Batna, et se dirige tout droit vers le titre de champion de Ligue 2. Dans le bas du classement, outre la bonne opération de l'ASK qui s'est donnée un peu d'air, la journée a été marquée par le succès en déplacement de la JSM Bejaïa contre l'ASO Chlef (3-2). Une victoire qui permet aux coéquipiers de Ait Ferguene de remonter à la 8^e place avec trois

points d'avance sur le premier relégable, l'OM Arzew, atomisé par Paradou (6-1). De son côté, l'A Boussaâda (15^e) espère toujours sauver sa peau après la victoire ramenée de Hadjout (1-3) dans le match de mal classés. Les trois dernières journées s'annoncent chaudes et décisives aussi bien pour les deux derniers tickets d'accession que pour le maintien.

Résultats et classement :

OMA- PAC	1-6
OM- JSMS	2-0
CABBA- USC	1-0
ASK-CAB	2-0
ASO-JSMB	2-3
MCEE-CRBAF	1-0
USMMH-ABS	1-3

	Pts	J
1). O. Médéa	54	27
2). CA Batna	46	27
3). USM Bel-Abbès	44	26
4). Paradou AC	42	27
5). JSM Skikda	36	27
6). ASO Chlef	35	27
-). CABB Arréridj	35	27
8). MC Saïda	34	26
-). US Chaouia	34	27
-). MC El Eulma	34	27
-). JSM Béjaïa	34	27
12). CRB Aïn Fekroune	33	27
-). AS Khroub	33	27
14). OM Arzew	31	27
-). A. Boussaâda	31	27
16). USMM Hadjout	19	27

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Au siège du quotidien «El Moudjahid»

Dernier hommage rendu à Nouredine Naït Mazi

DE NOMBREUSES personnalités et des journalistes ont rendu samedi un dernier hommage à Nouredine Naït Mazi, ancien directeur général du quotidien national *El Moudjahid*, décédé jeudi à l'âge de 81 ans. La dépouille du défunt a été exposée dans la salle du centre de presse Mohamed Abderrahmani au siège du quotidien *El Moudjahid* où un grand nombre de ses ex-collègues étaient rassemblés. Des amis, des membres de la famille et des collègues ont ensuite accompagné le défunt à sa dernière demeure dans un convoi funéraire qui s'est dirigé vers le cimetière d'El Alia. Un détachement de la Protection civile lui a rendu les

honneurs. Des personnalités politiques dont le ministre de la Communication Hamid Grine et d'anciens ministres du secteur ont tenu à jeter un dernier regard sur la dépouille mortelle. Des responsables qui lui ont succédé à la tête du quotidien *El Moudjahid* étaient aussi présents lors de cet hommage, à côté d'autres responsables d'institutions sous tutelle. Lors de prises de parole, des responsables d'organes de presse et autres collègues du défunt ont souligné que «la perte de cet homme qui laisse un grand vide dans le monde de la presse». Ils ont ajouté que Nouredine Naït Mazi était «un responsable de grande envergure».

Kamel L./APS

Salon «The Gratuate Fair»

Ouverture à Alger du Salon de l'étudiant

UN SALON de l'étudiant baptisé «The Gratuate Fair», a ouvert, samedi au Palais de la culture à Alger, sa 3^e édition avec pour objectif l'orientation des étudiants désirant poursuivre leurs cursus universitaires principalement à l'étranger. Le Salon est «une sorte de liaisons entre les écoles, les universités et les centres de formation (nationaux et étrangers) et des étudiants ainsi que des employés qui sont à la recherche des formations», a indiqué à l'APS, son organisateur, Saïd Benmesbah. Il a précisé que ce Salon a pu regrouper, pour cette édition de deux jours, 45 exposants représentant des écoles algériennes et étrangères.

Ces écoles sont spécialisées principalement dans les secteurs de l'aéronautique, l'engineering, l'informatique et télécoms, les finances, la médecine, le tourisme, le management et le

marketing. M. Benmesbah a précisé toutefois, que l'évènement s'adresse aussi bien à ceux en quête d'une première formation que ceux désirant parfaire leur cursus en vue d'une «mobilité internationale» ou à ceux encore désirant carrément une «reconversion».

Parallèlement à ce Salon, des conférences et ateliers seront organisés par les services culturels des ambassades et les écoles participantes. A noter que ce Salon qui a ouvert ses portes jeudi dernier dans la wilaya de Constantine clôturera mardi prochain à Oran.

Il y a lieu de préciser en outre, que «The gratuate» est une agence d'organisation d'évènements spécialisée dans les ressources humaines et la formation. Elle a été créée en 2011 et est basée dans la wilaya de Boumerdès.

Kamel L.

Libye

Visite des ministres français et allemand des Affaires étrangères

LES MINISTRES français et allemand des Affaires étrangères sont arrivés samedi à Tripoli pour rencontrer le Premier ministre désigné du gouvernement libyen d'union nationale, ont rapporté des médias. Jean-Marc Ayrault et Frank-Walter Steinmeier, qui effectuent dans la capitale libyenne une visite non annoncée de quelques heures, devaient se rendre dans la base navale où siège temporairement le gouvernement d'union dirigé par Fayed al-Sarraj, a précisé l'agence AFP. Le déplacement à Tripoli des chefs de la diplomatie française et allemande a été précédé mardi par celui du ministre des Affaires étrangères italien Paolo Gentiloni et jeudi par celui des ambassadeurs de France, d'Espagne et du Royaume-Uni. Ils sont les premiers ambassadeurs européens à être revenus en Libye depuis la décision des pays de l'Union européenne de fermer leurs missions durant l'été 2014 à cause des combats opposant des autorités rivales. Selon une source diplomatique française, citée par l'AFP, le ministre français des Affaires étrangères «estime que les Européens doivent se mettre en ordre de marche et agir de concert» en Libye. Fruit d'un accord négocié sous l'égide de l'ONU et signé par des parlementaires libyens en décembre, ce cabinet d'union n'a pas encore reçu la confiance du Parlement élu, considéré comme légitime par la communauté internationale.

Ghani Y.

16 AVRIL

JOURNÉE DU SAVOIR



Loumis

Djalou@hotmail.com

La route qui tue

Quatre morts et 3 blessés au nord de Ghardaïa

■ L'accident s'est produit au niveau du chemin de wilaya CW-N°33 reliant la ville de Berriane à celle de Guerrara, suite à une collision frontale entre un camion semi-remorque et un véhicule touristique circulant dans le sens inverse, causant la mort sur le coup de 4 personnes.

Par Slim O.

Quatre personnes ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu samedi à 100 km au nord de Ghardaïa, a-t-on appris de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau du chemin de wilaya CW-N°33 reliant la ville de Berriane à celle de Guerrara, suite à une collision frontale entre un camion semi-remorque et un véhicule touristique circulant dans le sens inverse, causant la mort sur le coup de 4 personnes tous occupants de la voiture, et 3 autres blessés. Les corps des victimes et les blessés ont été évacués vers la morgue



et aux urgences de l'hôpital de Guerrara, a-t-on ajouté de même source. Une enquête a été diligentée par les services concer-

nés pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

S. O.

Médéa

Régression «significative» des vols de cheptel

Une régression «significative» du nombre de vols de cheptel à travers la wilaya de Médéa a été enregistrée par les services de la Gendarmerie nationale durant le 1^{er} trimestre 2016, comparé au nombre de vols recensés à la même période de l'année précédente, selon ce corps de sécurité. Quinze affaires de vols de cheptel ont été traitées par ces services au cours du 1^{er} trimestre 2016, contre vingt-deux affaires, durant la même période

de l'année 2015, impliquant des bandes organisées qui opéraient dans plusieurs zones à vocation pastorale, a-t-on indiqué auprès du groupement de gendarmerie. Le préjudice de ces vols est estimé à 267 têtes, dont 261 ovins, alors que le cheptel subtilisé, durant le 1^{er} trimestre 2015, s'élevait à 626 têtes, essentiellement des ovins, a-t-on noté. Cette baisse est consécutive, a-t-on fait savoir, au renforcement du dispositif de lutte contre cette

forme de criminalité, à travers notamment la multiplication des contrôles au niveau des barages routiers et les actions de sensibilisation menées auprès des éleveurs. Outre la récupération d'une partie du cheptel volé, estimée à 10% des vols subis, plusieurs individus opérant au sein de bandes organisées ont été appréhendés dans le sillage de ce dispositif de lutte, a précisé la même source.

(APS)